



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Après le 23 septembre

80 000 personnes dans la rue, dont 15 000 à Paris ; près de 120 rassemblements dans l'Hexagone, y compris dans des petites villes où c'était plus inattendu. La marche du 23 septembre contre les violences policières, contre le racisme systémique et pour les libertés publiques aurait pu rassembler encore plus, bien sûr. Mais cette journée est un premier pas encourageant de par le nombre de participant-es, la démultiplication des initiatives locales et le large front qui a pu se réaliser (des dizaines d'organisations – collectifs citoyens, associations, syndicats, organisations politiques – ayant peu l'habitude de travailler ensemble).

Elle marque un tournant qui mérite d'être prolongé face à la dérive de plus en plus autoritaire du pouvoir et à ses actes liberticides. ENSEMBLE! entend y contribuer à sa mesure pour la défense des libertés publiques et dans une perspective de transformation démocratique de la police au delà des mesures immédiatement nécessaires : abrogation de la loi Cazeneuve de 2017, dissolution de la BRAVM, interdiction des LBD, etc.



Grève le 13 octobre : salaires, écologie, libertés !

L'Intersyndicale est de retour. Elle appelle à une journée de lutte le vendredi 13 octobre, en clin d'œil aux "vendredi pour le futur" des jeunes mobilisées pour le climat.

L'unité du monde du travail et de la jeunesse doit s'affirmer. Le 13 octobre est une date européenne. La Confédération européenne des syndicats mobilise contre "le retour à l'austérité", et contre les politiques de "triage" des migrant-es que les Etats, dont la France, veulent imposer à leurs frontières. Oui il faut un autre visage de l'Europe ouverte au monde et aux droits humains !

La reprise de la rue est aussi nécessaire contre le vacarme assourdissant et quotidien du président Macron, qui a décidé que toute sa politique est "régalienn", réglée à l'Elysée. Macron veut s'occuper des écoles, mais il manque toujours des enseignant-es devant les élèves. Macron fait des discours sur l'écologie, mais sans questionner le "tout voiture" fortement lié au dérèglement climatique. Macron proclame un "Etat providence du 21ème siècle" qui consiste à stigmatiser les personnes les plus pauvres et chasser les arrêts de maladie. Sa seule réponse au soulèvement des jeunes a été "l'ordre", la musique de la droite et de l'extrême-droite. Stop !



Face à l'inflation, le salaire est la réponse politique

L'inflation appauvrit les classes populaires. Elle provient des dérèglements spéculatifs, de la hausse des marges bénéficiaires du commerce et des géants pétroliers. La réponse doit être une prise de contrôle sur la richesse par les travailleurs et travailleuses qui la produisent. Les syndicats ont donc raison de mettre la hausse des salaires en priorité N° 1. Il faut y ajouter l'indexation sur les prix.

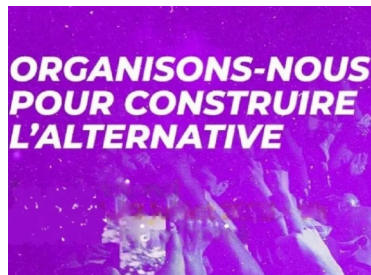
Ils ont raison aussi de vouloir conditionner les aides aux entreprises. Elles atteignent des chiffres astronomiques qui sapent le budget : 200 milliards d'euros, dont 70 milliards en ristournes de cotisations patronales. Combien de nouveaux postes de services publics et d'investissements écologiques pourrait-on garantir sans ses fonds perdus pour la société ? Le MEDEF s'affirme très content de "la politique pro-business" du gouvernement.

Macron a concédé une "Conférence sociale" le 16 octobre. Plus nous serons nombreux le 13 octobre, plus il sera possible de mettre la pression. Et de donner un poids politique national aux exigences sociales, écologiques et démocratiques.

Les syndicats restent unis, pas les forces de la NUPES. Plutôt que s'envoyer des quolibets, elles devraient organiser des assemblées citoyennes pour débattre des vrais enjeux. La société est à un tournant. Mouvements sociaux et politiques, agissons ensemble !

APRES LE FORUM DU 2 JUILLET, DES FORUMS LOCAUX POUR L'ALTERNATIVE

Lancé sous l'impulsion d'une équipe pluraliste de militant·es d'ENSEMBLE!, du NPA et du regroupement de gauche radicale "Rejoignons-nous", le Forum pour l'alternative qui s'est tenu le 2 juillet à Paris a donné le coup d'envoi* d'un processus de rencontres et de débats, dans la perspective de la construction d'une nouvelle force politique commune de gauche alternative.



C'était l'un des objectifs affirmés par l'AG nationale d'ENSEMBLE! tenue à Paris en novembre 2022.

Ce Forum aurait pu se tenir dans de meilleures conditions : la date choisie empêchait une large participation de militant·es des régions et la volonté de réunir ce Forum à l'échelle nationale, dans la foulée de la mobilisation retraites, ne permettait pas de lancer le processus par le bas, avec des forums locaux précédant la réunion d'un Forum national. Enfin, il aurait fallu – c'était prévu – tenir ce Forum sur deux jours pour prendre le temps nécessaire et approfondir nos échanges mais on a buté sur le problème de la salle, disponible sur une journée seulement.

En dépit de ces éléments défavorables, ce Forum du 2 juillet a été plutôt réussi : près de 200 participant·es, une salle pluraliste, assez jeune et largement féminisée, des participant·es pas tou·tes membres d'une composante politique (par exemple, Ludivine Bantigny ou Suzy Rotjman étaient là), une présence et des prises de parole des

écologistes radicaux de PEPS et des libertaires de l'UCL, ces deux composantes souhaitant participer au processus des forums – sans forcément partager l'objectif à moyen terme de constituer avec les autres une nouvelle force politique commune.

Sur le plan des contenus, malgré le format d'une seule journée, les échanges ont été de qualité, montrant de fortes convergences entre les intervenant·es et dans les prises de parole – y compris en petite groupes, une réussite.

Sur le fond : deux séquences internationalistes (Palestine, Ukraine), une volonté commune d'aller plus loin en exprimant une radicalité partagée sur les questions sociales – certes réaffirmées avec force – et, tout autant, en lien avec les mobilisations sur les questions écologiques, féministes et antiracistes, juste après l'assassinat de Nahel.

Bien sûr, on aurait pu mieux faire : des approfondissements sur plusieurs questions et des clarifications seront nécessaires, notamment sur la question du rassemblement de toute la gauche – et donc de la NUPES – comme sur la question de la nature de la future force politique commune (parti ou autre type de force politique?).

Mais l'essentiel est bien la dynamique lancée**, avec la priorité au lancement dans les villes et les départements de forums locaux cet automne, ouverts à toutes et tous, dans une démarche ascendante et par le bas : prenons-y toute notre part !

*site du Forum, avec notamment les textes de référence : <https://www.forumalternative.org/>

NUPES : refuser la division

Alors que le pouvoir d'achat, la transition écologique, l'action contre les racismes et les violences policières doivent être au cœur des débats de la gauche, la NUPES est engluée dans des échanges destructeurs, comme celui entre des dirigeants du PCF et de LFI.

Certains aspects de l'orientation du PCF, et, plus encore, des prises de position de Fabien Roussel, sont inquiétants, notamment quant à la défense des migrant·es. Pour autant l'assimilation de Fabien Roussel à Doriot est inadmissible. D'une part parce qu'elle crée la confusion et banalise les véritables héritiers de Doriot, cette extrême droite qui menace aujourd'hui. D'autre part, cette assimilation mensongère ne peut que diviser encore davantage la NUPES, qui représente, en dépit de ses limites, le barrage de gauche contre l'éventualité d'une victoire de l'extrême droite.

Heureusement, des initiatives montrent la voie à suivre : celle des jeunes de la France Insoumise, d'Europe Écologie les Verts, du Parti Socialiste (1) qui proposent un socle commun de propositions pour les élections européennes de

juin 2024 et défendent une liste commune de la NUPES. De la même manière, un appel lancé par 24 maires de gauche et écologistes (2), déjà signé par 4000 personnes, appelle au rassemblement.

Cette exigence doit s'exprimer le plus fortement possible. La NUPES n'appartient pas à quelques dirigeant·es qui privilégient ce qu'ils croient être leurs intérêts de partis plutôt que les combats communs de la gauche et des écologistes. Elle appartient à celles et ceux pour qui il est urgent d'inventer une alternative.

(1) <https://jeunesnupes.fr/>

(2) <https://unionpour2024.fr/>



Entretien avec Geneviève Legay, à quelques jours du procès du commissaire Souchi

Militante des Gilets Jaunes, co-porte-parole départementale d'ATTAC 06, mais aussi militante féministe, écologiste, syndicaliste et membre d'Ensemble!, Geneviève Legay, alors âgée de 73 ans, a été agressée violemment le 23 mars 2019, place Garibaldi à Nice, lors d'un rassemblement sous « surveillance policière » renforcée. Cette agression policière d'une militante, brandissant son drapeau de la paix, a été suivie d'une longue hospitalisation et d'une convalescence qui n'est toujours pas terminée, avec des séquelles importantes. Cette agression a été niée par la police comme par le procureur de Nice, et par de nombreux politiciens dont Estrosi et Macron lui-même*. La ténacité des avocat-es de Geneviève a permis d'obtenir le dépaysement du procès du commissaire Souchi, donneur d'ordre de l'agression : une première victoire. Ce procès se tiendra le 13 octobre à Lyon. Un collectif ad hoc s'est constitué dans le Rhône ainsi que dans les Alpes-Maritimes.

**L'affaire – sans oublier le parcours personnel et militant de Geneviève – est racontée, sous forme d'entretien, dans « Celle qui n'était pas sage » (Syllepse – 2019). La même année et en 2020, de nombreux débats ont été organisés dans plusieurs villes, avec Geneviève, autour de son livre.*

ENSEMBLE! : Quels sont les enjeux de ce procès ?

Geneviève Legay : Il ne s'agit pas seulement de l'affaire liée à mon agression.

Le fait que le jugement du procès du commissaire Souchi ait été déplacé est une première dans les affaires de violences policières. Les enjeux sont politiques : c'est des violences policières dont il s'agit. Le pouvoir continue de ne pas les reconnaître !

Pourtant, ces violences policières sont de plus en plus nombreuses, elles concernent des jeunes des quartiers populaires, mais pas seulement : c'est un processus qui a ciblé aussi les Gilets Jaunes, des syndicalistes, des militant-es écologistes...

En France, la peine de mort a été heureusement abolie en 1981 mais depuis 2005, il y a environ 25 jeunes tués par an, sans jugement ! Le recensement a été fait par le Réseau entraide vérité justice qui regroupe les familles des victimes (morts ou blessés) : il est accablant ! Pourquoi n'en parle pas-t-on davantage ? Cette année, Nahel était le dix-septième jeune tué... et il y en a eu deux de plus depuis...

Arrêtons ce processus des violences policières... qui vise surtout, dans les quartiers populaires, une partie précise de la population mais beaucoup ne savent pas !

E! : « Beaucoup ne savent pas » : que veux-tu dire ?

G. L. : Oui, beaucoup, même à gauche et dans les réseaux militants, ne connaissent pas le nombre effrayant des victimes et, tout aussi important, le fait que les victimes sont massivement des jeunes « racisés ». Ce terme peut surprendre mais il montre bien de qui on parle -les personnes discriminées à cause de leur origine- le mot de « racisé » n'étant pas utilisé ici dans le sens de race biologique.

Ma participation à ce Réseau m'a beaucoup appris sur ce point et sur le ressenti très fort des familles concernées. Pourquoi ces familles sont-elles parfois absentes de nos mobilisations ? Elles subissent la peur et aussi des pressions dans certaines villes, en lien avec le clientélisme...

Dans les banlieues et les quartiers populaires, les gens sont beaucoup plus politisés qu'on ne l'imagine, et souvent de manière radicale. Et, après la mort de Nahel, ce sont bien des révoltes, et pas des émeutes, dont il s'est agi.

Ce qui est positif, c'est l'importance des associations et des collectifs citoyens dans les banlieues et les quartiers populaires, leur auto-organisation. On sous-estime ces réalités ! Il ne s'agit pas d'aller aider les populations de ces quartiers, ou même de les accompagner, mais, de manière humble, de les écouter et de tenir compte de ce qu'elles ont à dire.

E! : Comment vois-tu les suites du procès ?

G. L. : Si on gagne, toute la chaîne de commandement jusqu'au ministre sera sur la table. Ce serait trop facile de considérer Souchi comme un fou, et une façon de dissimuler d'autres responsabilités ! Et s'il était fou, comment justifier qu'il a continué à sévir et qu'il a été médaillé par Castaner ?

Au-delà du procès de Lyon, et de la reconnaissance des violences policières, on doit rester mobilisé-e pour exiger l'abolition de la loi Cazeneuve-Hollande de 2017, un véritable permis de tuer. Et dénoncer l'incroyable accumulation des mensonges des responsables de la police, du procureur et des élus, de Macron, ou d'Estrosi dans l'affaire Legay comme souvent dans d'autres affaires. Cette accumulation rappelle l'avalanche de mensonges qui avaient été proférés au moment de l'affaire Dreyfus, dans une comparaison faite par Michael Löwy.



Sécurité Sociale de l'Alimentation :

des droits sociaux pour soigner les hommes et la planète

Les écosystèmes, l'agriculture, l'alimentation et la santé sont liés : canicules, sécheresses, inondations, effondrement de la biodiversité, pandémies, explosion des maladies chroniques sont la partie visible de déséquilibres planétaires et locaux en cours. Comment soigner les hommes et la planète ? Les "petits pas" ne suffiront pas. Ce sont nos modes de production et de consommation qui doivent changer.

La modernisation industrielle a autonomisé l'agriculture des contraintes du territoire et détruit les agro-écosystèmes. Elle a remplacé les paysans par les machines, les pesticides et les agrimanagers. Largement subventionnée, elle pollue, fournit une alimentation de piètre qualité. Pourtant, plus de 8 millions de personnes doivent recourir à une aide alimentaire structurelle, aléatoire et discriminante.

Rejetant cette agriculture industrielle, des paysans ont maintenu la biodiversité et l'équilibre des agroécosystèmes, mêlé leurs savoirs, fruits de siècles de sélection de plantes et d'animaux adaptés aux terroirs, aux connaissances scientifiques des agronomes. Ils ont produit une nourriture saine. Marginalisés, ils se sont, alors, avec d'autres, interrogés :

Comment assurer à tous un accès digne à une alimentation de qualité, choisie, respectant l'environnement et les travailleurs qui nous nourrissent ?

Comment articuler droit à l'alimentation et modèle paysan agroécologique ?



Inspirée de la Sécurité Sociale, telle qu'elle fut construite en 1945, la proposition de Sécurité Sociale de l'Alimentation, a émergé. Ses 3 piliers sont :

- L'universalité, garantie par le versement à chacun.e d'une somme mensuelle et incompressible de 150 € pour acheter des produits alimentaires conventionnés.
- Les cotisations sociales, prélevées sur la valeur ajoutée de l'économie, fruit du travail, pour financer les 120 milliards correspondant aux sommes versées. L'alimentation serait alors un bien commun, un moment de vie sociale, source de plaisir et de santé. Ces cotisations permettraient une juste rémunération des producteurs sans prélèvements de dividendes.
- Le conventionnement reposant sur des caisses gérées démocratiquement, pour permettre à l'ensemble de la population d'élaborer la demande alimentaire et de décider collectivement du système de production de l'alimentation.

La SSA remet en cause des intérêts colossaux et ne peut aboutir que dans un contexte de luttes sociales pour une société plus égalitaire, démocratique et écologique.

cette thématique sera au cœur des réflexions de la journée de l'Université d'Automne d'ENSEMBLE! consacrée à l'écologie



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

